

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 011264/KK P relatif au projet de **système d'endiguement du boulevard Normandie Niemen / Gabriel Péri à Lanester (56)**, déposé par Lorient Agglomération, reçu le 06/01/2026 et considéré complet le 11/02/2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°21 e) « Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions tels que les systèmes d'endiguement au sens de l'article R. 562-13 du code de l'environnement » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- rehausse du muret existant sur une longueur de 440 m, pour passer le niveau de protection d'une cote de 3,24 m NGF à 3,90 m NGF.

Considérant la localisation de ce projet :

- en bordure de la zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique (ZNIEFF) de la rade de Lorient ;
- sur un secteur couvert par le plan de prévention des risques littoraux (PPRL) de Lanester, approuvé le 14 février 2024.

Considérant que :

- les travaux seront réalisés uniquement depuis la route et n'impliquent pas d'intervention sur l'estran et ses milieux sensibles ;
- le calendrier des travaux évite les périodes les plus sensibles pour les oiseaux et les reptiles ;
- les futurs aménagements seront d'apparence similaire à celle des aménagements existants, dans un contexte déjà urbain ;
- l'augmentation d'environ 70 cm du niveau de protection améliore la situation actuelle et permet d'affronter un événement centennal en matière de submersion marine, même si ce niveau reste inférieur au niveau de référence fixé par le PPRL à 4,75 m NGF à l'horizon 2100, en intégrant le risque de crue du Scorff et le changement climatique.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de **système d'endiguement du boulevard Normandie Niemen / Gabriel Péri à Lanester (56)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

signé